

Code de la TVA

Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée	5	<i>Section III. Autres régimes particuliers.</i>	47
Chapitre I. Etablissement de la taxe	5	<i>Section IV. Régimes particuliers applicables aux services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou aux services électroniques fournis à des personnes non assujetties</i>	49
Chapitre II. Assujettissement	7	Sous-section I. Définitions	49
Chapitre III. Champ d'application	8	Sous-section II. Régime particulier applicable aux services fournis par des assujettis non établis sur le territoire de la Communauté	49
<i>Section I. Livraison de biens</i>	8	Sous-section III. Régime particulier applicable aux services fournis par des assujettis établis sur le territoire de la Communauté, mais non dans l'Etat membre de consommation	50
Sous-section I. Biens et opérations visés.	8	Chapitre X. Moyens de preuve et mesures de contrôle	51
Sous-section II. Lieu des livraisons de biens	10	Chapitre XI. Sanctions	56
Sous-section III. Fait générateur et exigibilité de la taxe	12	<i>Section I. Amendes fiscales</i>	56
<i>Section II. Prestations de services</i>	12	<i>Section II. Peines correctionnelles</i>	57
Sous-section I. Prestations de services visées	12	Chapitre XII. Restitution	59
Sous-section II. Lieu des prestations de services	14	Chapitre XIII. Prescription	61
Sous-section III. Fait générateur et exigibilité de la taxe	16	Chapitre XIV. Poursuites et instances – sûretés données au trésor	63
<i>Section IIbis. Dispositions communes aux sections I et II.</i>	17	Chapitre XV. Secret professionnel	71
<i>Section III. Importations</i>	17	Chapitre XVI. Responsabilité et obligations de certains officiers et fonctionnaires publics et autres personnes	72
<i>Section IV. Acquisitions intracommunautaires de biens</i>	18	Chapitre XVII. Obligations des établissements ou organismes de crédit	75
Chapitre IV. Base d'imposition	20	Chapitre XVIII. Assistance mutuelle	76
Chapitre V. Taux de la taxe	23	Chapitre XIX. Dispositions transitoires générales et particulières – Dispositions temporaires	76
Chapitre VI. Exemptions	24		
<i>Section I. Exportations, livraisons et acquisitions intracommunautaires, importations et transports internationaux</i>	24		
<i>Section II. Autres exemptions</i>	28		
Chapitre VII. Déductions	32		
Chapitre VIII. Mesures tendant à assurer le paiement de la taxe	35		
Chapitre IX. Régimes particuliers	44		
<i>Section I. Petites entreprises</i>	44		
<i>Section II. Entreprises agricoles</i>	46		

Arrêtés royaux de la TVA

Arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée	89	Arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée	119
Arrêté royal n° 2 du 19 décembre 2018 relatif au régime du forfait en matière de taxe sur la valeur ajoutée	110	Arrêté royal n° 6 du 27 décembre 1977 relatif aux exemptions concernant les transports internationaux, les navires et bateaux et les aéronefs, en matière de taxe sur la valeur ajoutée	126
Arrêté royal n° 3 du 10 décembre 1969 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée	112	Arrêté royal n° 7 du 29 décembre 1992 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée	127

Arrêté royal n° 8 du 12 mars 1970 déterminant, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, les modalités d'arrondissement des taxes dues, à déduire ou à restituer	144	Arrêté royal n° 18 du 29 décembre 1992 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée	153
Arrêté royal n° 9 du 12 mars 1970 relatif à la taxation d'office en matière de taxe sur la valeur ajoutée	145	Arrêté royal n° 19 du 29 juin 2014 relatif au régime de la franchise de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises	156
Arrêté royal n° 10 du 29 décembre 1992 relatif aux modalités d'exercice des options prévues aux article 15, § 2, alinéa 3, et 25ter, § 1er, alinéa 2, 2°, alinéa 2, du code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux déclarations de commencement, de changement, de cessation d'activité et aux déclarations préalables en matière de taxe sur la valeur ajoutée	145	Arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux	157
Arrêté royal n° 11 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la TVA	147	Arrêté royal n° 22 du 15 septembre 1970 relatif au régime particulier applicable aux exploitants agricoles en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	176
Arrêté royal n° 13 du 29 décembre 1992 relatif au régime des tabacs manufacturés en matière de taxe sur la valeur ajoutée	148	Arrêté royal n° 23 du 9 décembre 2009 relatif a la liste annuelle des clients assujettis à la T.V.A.	180
Arrêté royal n° 14 du 3 juin 1970 relatif aux cessions de bâtiments, fractions de bâtiment et du sol y attenant et aux constitutions, cessions et rétrocessions d'un droit réel au sens de l'article 9, alinéa 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, portant sur de tels biens	148	Arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée	181
Arrêté royal n° 15 du 3 juin 1970 organisant la procédure d'expertise prévue à l'article 59, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.	150	Arrêté royal n° 27 du 26 juin 1973 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les viandes provenant des animaux de boucherie	187
Arrêté royal n° 16 du 3 juin 1970 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux ventes de poissons, crustacés et mollusques dans les minques communales	152	Arrêté royal n° 30 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à la location-financement d'immeubles.	189
		Arrêté royal n° 31 du 2 avril 2002 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique.	189
		Arrêté royal n° 35 du 28 décembre 1999 établissant une base forfaitaire d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée de la marge brute des agences de voyages	193

Arrêté royal n° 39 du 17 octobre 1980 réglant les modalités d'application de l'article 93duodecies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.	193	Arrêté royal n° 52 du 29 décembre 1992 concernant les exemptions relatives aux livraisons intracommunautaires de biens et aux opérations y assimilées, ainsi qu'aux acquisitions intracommunautaires de biens, en matière de taxe sur la valeur ajoutée . . .	217
Arrêté royal n° 41 du 30 janvier 1987 fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	194	Arrêté royal n° 53 du 23 décembre 1994 relatif au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire applicable aux biens d'occasion, objets d'art, de collection ou d'antiquité	217
Arrêté royal n° 44 du 9 juillet 2012 fixant le montant des amendes fiscales non proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	206	Arrêté royal n° 54 du 25 février 1996 relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée	219
Arrêté royal n° 45 du 14 avril 1993 relatif à l'exemption pour les jeux de hasard ou d'argent sur le plan de la taxe sur la valeur ajoutée.	210	Arrêté royal n° 55 du 9 mars 2007 relatif au régime des assujettis formant une unité TVA.	222
Arrêté royal n° 46 du 29 décembre 1992 relatif à la déclaration de l'acquisition intracommunautaire de moyens de transport et au paiement de la TVA due y afférente	210	Arrêté royal n° 56 du 9 décembre 2009 relatif aux remboursements en matière de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des assujettis établis dans un Etat membre autre que l'Etat membre de remboursement	224
Arrêté royal n° 47 du 25 février 1996 relatif au contrôle du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée due en raison de la livraison, de l'acquisition intracommunautaire et de l'importation de moyens de transport, au sens de l'article 8bis, § 2, 1°, du code	212	Arrêté royal n° 57 du 31 octobre 2017 concernant le lieu des prestations de services en fonction de leur exploitation ou de leur utilisation effectives en matière de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne des prestations de transport de biens et des prestations accessoires a ces transports.	230
Arrêté royal n° 48 du 29 décembre 1992 relatif aux livraisons de moyens de transport au sens de l'article 8bis, § 2, 1°, du code dans les conditions de l'article 39bis du Code de la TVA	212	Arrêté royal n° 58 du 28 mai 2019 relatif à la communication des informations relatives aux bâtiments nouvellement construits pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.	230
Arrêté royal n° 50 du 9 décembre 2009 relatif au relevé à la T.V.A. des opérations intracommunautaires . . .	214		
Arrêté royal n° 51 du 14 avril 1993 relatif au régime de simplification pour les acquisitions intracommunautaires de produits soumis à accise en matière de taxe sur la valeur ajoutée	216		

Arrêté royal n° 59 du 28 mai 2019 relatif au prélèvement de cadeaux commerciaux de faible valeur et de biens alimentaires à des fins caritatives en ce qui concerne la taxe sur la valeur ajoutée.	231
Arrêté royal du 30 décembre 2009 fixant la définition et les conditions auxquelles doit répondre un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca.	232
Arrêté royal du 7 juin 2007 portant exécution des articles 84quinquies à 84decies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.	233
Loi du 30 juillet 2013 relative à la certification d'un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca.	233
Arrêté royal du 1 octobre 2013 relatif aux modalités d'application en ce qui concerne la certification d'un système de caisse enregistreuse dans le secteur horéca.	234

Arrêtés ministériels de la TVA

Arrêté ministériel n° 1 du 2 septembre 1980 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.	241
Arrêté ministériel n° 2 du 21 décembre 2010 relatif aux restitutions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.	241
Arrêté ministériel n° 6 du 4 mars 1993 accordant des délais pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée qui est due en raison de l'importation de biens.	241
Arrêté ministériel n° 11 du 3 novembre 1972 relatif au contrôle de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les factures relatives à la construction de bâtiments.	242
Arrêté ministériel n° 12 du 28 août 1973 relatif aux balances automatiques à utiliser dans les abattoirs pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.	242
Arrêté ministériel n° 13 du 4 mars 1993 relatif aux obligations auxquelles est tenu un assujetti ou un membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, propriétaire de tout ou partie d'un bien susceptible d'une hypothèque ou titulaire d'un droit réel sur tout ou partie d'un tel bien.	243
Arrêté ministériel n° 14 du 17 octobre 1980 relatif à l'inscription de l'hypothèque légale pour le recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée, des intérêts et des frais dus au Trésor public.	243
Arrêté ministériel du 20 décembre 2001 relatif aux services auprès desquels doivent être déposés les documents visés aux articles 53, § 1er, alinéa 1er, 2°, 53ter, 1°, 53quinquies et 53sexies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.	244
Arrêté ministériel du 23 juin 2005, relatif à la délégation de l'autorité compétente en matière de coopération administrative dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée.	244

Arrêté ministériel du 29 août 2006 portant désignation du fonctionnaire visé à l'article 62bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée et à l'article 318 du Code des impôts sur les revenus 1992	244	Arrêté ministériel du 28 octobre 2009 fixant le modèle des avis et informations visés aux articles 93ter et 93quinquies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée et aux articles 433 et 435 du Code des impôts sur les revenus 1992	245
Arrêté ministériel du 26 février 2007 portant désignation du service compétent en vue de recevoir les avis et de délivrer les accusés de réception dans le cadre du système de notifications électroniques mis en place entre le Service public fédéral Finances et certains officiers ministériels, fonctionnaires publics et autres personnes . .	245	Arrêté ministériel du 21 mai 2019 désignant les fonctionnaires appelés à siéger dans la fonction de conseiller général à la commission de recours visée à l'article 84octies, § 2 du code de la taxe sur la valeur ajoutée et à la commission de recours visée à l'article 413quinquies, § 2 du code des impôts sur les revenus 1992	245

Législation européenne de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée	261	Sous-section 1. Prestations de services des intermédiaires	274
<i>Titre I. Objet et champ d'application</i>	265	Sous-section 2. Prestations de services attachées à un bien immobilier	274
<i>Titre II. Champ d'application territorial</i>	266	Sous-section 3. Prestations de transport	274
<i>Titre III. Assujettis</i>	267	Sous-section 4. Prestations de services culturels, artistiques, sportifs, scientifiques, éducatif et de divertissement et manifestations similaires, services accessoires au transport, expertises de biens meubles et travaux portant sur ces biens	274
<i>Titre IV. Opérations imposables</i>	267	Sous-section 5. Services de restaurant et de restauration	275
Chapitre 1. Livraisons de biens	267	Sous-section 6. Locations de moyens de transport	275
Chapitre 2. Acquisitions intracommunautaires de biens	269	Sous-section 7. Services de restaurant et de restauration à des fins de consommation à bord de navires, d'aéronefs ou de trains.	275
Chapitre 3. Prestations de services	270	Sous-section 8. Services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision et services fournis par voie électronique à des personnes non assujetties.	275
Chapitre 4. Importations de biens	270	Sous-section 9. Services fournis à des personnes non assujetties établies hors de la Communauté.	276
Chapitre 5. Dispositions communes aux chapitres 1 et 3	270	Sous-section 10. Mesures visant à éviter la double imposition et la non-imposition.	276
<i>Titre V. Lieu des opérations imposables</i>	271	Chapitre 4. Lieu des importations de biens	277
Chapitre 1. Lieu des livraisons de biens	271	Titre VI. Fait générateur et exigibilité de la taxe	277
Section 1. Livraisons de biens sans transport	271	Chapitre 1. Dispositions générales	277
Section 2. Livraisons de biens avec transport	271		
Section 3. Livraisons de biens à bord d'un bateau, d'un avion ou d'un train	272		
Section 4. Livraisons de gaz via un système de gaz naturel, d'électricité, et de chaleur ou de froid via les réseaux de chauffage et de refroidissement	273		
Chapitre 2. Lieu des acquisitions intracommunautaires de biens.	273		
Chapitre 3. Lieu des prestations de services	273		
Section 1. Définitions.	273		
Section 2. Règles générales	273		
Section 3. Dispositions particulières	274		

Chapitre 2. Livraisons de biens et prestations de services	277	Chapitre 1. Naissance et étendue du droit à déduction	293
Chapitre 3. Acquisitions intracommunautaires de biens	278	Chapitre 2. Prorata de déduction	295
Chapitre 4. Importations de biens	278	Chapitre 3. Limitations du droit à déduction	295
Titre VII. Base d'imposition	278	Chapitre 4. Modalités d'exercice du droit à déduction	295
Chapitre 1. Définition	278	Chapitre 5. Régularisation des déductions	296
Chapitre 2. Livraisons de biens et prestations de services	279	Titre XI. Obligations des assujettis et de certaines personnes non assujetties	297
Chapitre 3. Acquisitions intracommunautaires de biens	280	Chapitre 1. Obligation de paiement	297
Chapitre 4. Importations de biens	280	Section 1. <i>Redevables de la taxe envers le Trésor</i>	297
Chapitre 5. Dispositions diverses	281	Section 2. <i>Modalités de paiement</i>	302
Titre VIII. Taux	281	Chapitre 2. Identification	302
Chapitre 1. Application des taux	281	Chapitre 3. Facturation	303
Chapitre 2. Structure et niveaux des taux	281	Section 1. <i>Définition</i>	303
Section 1. <i>Taux normal</i>	281	Section 2. <i>Notion de facture</i>	303
Section 2. <i>Taux réduits</i>	281	Section 3. <i>Emission des factures</i>	303
Section 3. <i>Dispositions particulières</i>	282	Section 4. <i>Contenu des factures</i>	305
Chapitre 3. [...]	282	Section 5. <i>Factures papier et factures électroniques</i>	306
Chapitre 4. Dispositions particulières applicables jusqu'à l'introduction du régime définitif	282	Section 6. <i>Mesures de simplification</i>	307
Chapitre 5. Dispositions temporaires	284	Chapitre 4. Comptabilité	307
Titre IX. Exonérations	284	Section 1. <i>Définition</i>	307
Chapitre 1. Dispositions générales	284	Section 2. <i>Obligations générales</i>	307
Chapitre 2. Exonérations en faveur de certaines activités d'intérêt général	284	Section 3. <i>Obligations spécifiques relatives au stockage de toutes factures</i>	308
Chapitre 3. Exonérations en faveur d'autres activités	286	Section 4. <i>Droit d'accès aux factures stockées par voie électronique dans un autre Etat membre</i>	308
Chapitre 4. Exonérations liées aux opérations intracommunautaires	286	Chapitre 5. Déclarations	308
Section 1. <i>Exonérations des livraisons de biens</i>	286	Chapitre 6. États récapitulatifs	309
Section 2. <i>Exonérations des acquisitions intracommunautaires de biens</i>	287	Chapitre 7. Dispositions diverses	311
Section 3. <i>Exonérations de certaines prestations de transport</i>	287	Chapitre 8. Obligations relatives à certaines opérations d'importation et d'exportation	311
Chapitre 5. Exonérations à l'importation	287	Section 1. <i>Opérations d'importation</i>	311
Chapitre 6. Exonérations à l'exportation	290	Section 2. <i>Opérations d'exportation</i>	312
Chapitre 7. Exonérations liées aux transports internationaux	290	Titre XII. Régimes particuliers	312
Chapitre 8. Exonérations concernant certaines opérations assimilées aux exportations	291	Chapitre 1. Régime particulier des petites entreprises	312
Chapitre 9. Exonérations des prestations de services effectuées par des intermédiaires	291	Section 1. <i>Modalités simplifiées d'imposition et de perception</i>	312
Chapitre 10. Exonérations des opérations liées au trafic international de biens	292	Section 2. <i>Franchises ou atténuation dégressives</i>	312
Section 1. <i>Entrepôts douaniers, entrepôts autres que douaniers et régimes similaires</i>	292	Section 3. <i>Rapport et réexamen</i>	313
Section 2. <i>Opérations exonérées en vue de l'exportation et dans le cadre des échanges entre les Etats membres</i>	293	Chapitre 2. Régime commun forfaitaire des producteurs agricoles	313
Section 3. <i>Disposition commune aux Sections 1 et 2</i>	293	Chapitre 3. Régime particulier des agences de voyages	315
Titre X. Déductions	293	Chapitre 4. Régimes particuliers applicables dans le domaine des biens d'occasion, des objets d'art, de collection ou d'antiquité	315
		Section 1. <i>Définitions</i>	315
		Section 2. <i>Régime particulier des assujettis-revendeurs</i>	316
		Sous-section 1. <i>Régime de la marge bénéficiaire</i>	316
		Sous-section 2. <i>Régime et transitoire applicable aux moyens de transport d'occasion</i>	317

<i>Section 3. Régime particulier des ventes aux enchères publiques.</i>	318	Annexe I. Liste des activités visées à l'article 13, paragraphe 1, troisième alinéa.	336
<i>Section 4. Mesures de prévention de distorsions de concurrence et de la fraude fiscale.</i>	319	Annexe II. Liste indicative des services fournis par voie électronique visés à l'article 58, premier alinéa, point c).	337
<i>Chapitre 5. Régime particulier applicable à l'or d'investissement.</i>	319	Annexe III. Liste des livraisons de biens et des prestations de services pouvant faire l'objet des taux réduits visés à l'article 98.	337
<i>Section 1. Dispositions générales.</i>	319	Annexe IV. [...]	338
<i>Section 2. Exonération de la taxe.</i>	319	Annexe V. Catégories de biens faisant l'objet des régimes d'entrepôts autres que douaniers selon l'article 160, paragraphe 2.	338
<i>Section 3. Option de taxation.</i>	319	Annexe VI. Liste des livraisons de biens et des prestations de services visées à l'article 199, paragraphe 1, point d).	338
<i>Section 4. Opérations sur un marché d'or réglementé.</i>	320	Annexe VII. Liste des activités de production agricole visées à l'article 295, paragraphe 1, point 4).	339
<i>Section 5. Droits et obligations particulières des négociants en or d'investissement.</i>	320	Annexe VIII. Liste indicative des prestations de services agricoles visées à l'article 295, paragraphe 1, point 5).	339
<i>Chapitre 6. Régimes particuliers applicables aux assujettis non établis qui fournissent services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou des services électroniques à des personnes non assujetties.</i>	320	Annexe IX. Objets d'art, de collection ou d'antiquité visés à l'article 311, paragraphe 1, points 2), 3) et 4).	339
<i>Section 1. Dispositions générales.</i>	320	Annexe X. Liste des opérations faisant l'objet des dérogations visées aux articles 370 et 371 et aux articles 375 à 390quater.	340
<i>Section 2. Régime particulier applicable aux services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou aux services électroniques fournis par des assujettis non établis sur le territoire de la Communauté.</i>	321	Annexe XI.	340
<i>Section 3. Régime particulier applicable aux services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou aux services électroniques fournis par des assujettis établis sur le territoire de la Communauté, mais non dans l'Etat membre de consommation.</i>	324	Annexe XII. Tableau de correspondance.	342
Titre XIII. Dérogations.	331	Règlement d'exécution n° 282/2011/UE du Conseil du 15 mars 2011 portant mesures d'exécution de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.	373
<i>Chapitre 1. Dérogations applicables jusqu'à l'introduction du régime définitif.</i>	331	<i>Chapitre I. Objet.</i>	376
<i>Section 1. Dérogations pour les Etats faisant partie de la Communauté au 1er janvier 1978.</i>	331	<i>Chapitre II. Champ d'application.</i>	376
<i>Section 2. Dérogations pour les Etats ayant adhéré à la Communauté après le 1er janvier 1978.</i>	331	<i>Chapitre III. Assujettis.</i>	376
<i>Section 3. Dispositions communes aux Sections 1 et 2.</i>	333	<i>Chapitre IV. Opérations imposables.</i>	376
<i>Chapitre 2. Dérogations octroyées par autorisation.</i>	333	<i>Chapitre V. Lieu des opérations imposables.</i>	378
<i>Section 1. Mesures de simplifications et de prévention des fraudes ou évasions fiscales.</i>	333	<i>Section 1. Concepts.</i>	378
<i>Section 2. Accords internationaux.</i>	334	<i>Section 2. Lieu des livraisons de biens.</i>	379
Titre XIV. Dispositions diverses.	334	<i>Section 3. Lieu des acquisitions intracommunautaires de biens.</i>	379
<i>Chapitre 1. Mesures d'application.</i>	334	<i>Section 4. Lieu des prestations de services.</i>	379
<i>Chapitre 2. Comité de la TVA.</i>	334	<i>Sous-section 1. Statut du preneur.</i>	379
<i>Chapitre 3. Taux de conversion.</i>	334	<i>Sous-section 2. Qualité du preneur.</i>	380
<i>Chapitre 4. Autres taxes, droits et impôts.</i>	334	<i>Sous-section 3. Lieu d'établissement du preneur.</i>	380
Titre XV. Dispositions finales.	334	<i>Sous-section 3bis. Présomptions relatives à la localisation du preneur.</i>	381
<i>Chapitre 1. Régime transitoire de taxation des échanges entre les Etats membres.</i>	334	<i>Sous-section 3ter. Réfutation des présomptions.</i>	382
<i>Chapitre 2. Mesures de transition applicables dans le cadre de l'adhésion à l'Union européenne.</i>	335		
<i>Chapitre 2bis. Mesures transitoires concernant l'application de la nouvelle législation.</i>	336		
<i>Chapitre 3. Transposition et entrée en vigueur.</i>	336		

Sous-section 3quater. Éléments de preuve permettant de déterminer la localisation du preneur et de réfuter des présomptions . . .	382	<i>Section 1. Régime particulier applicable à l'or d'investissement</i>	389
Sous-section 4. Dispositions communes concernant la détermination du statut, de la qualité et du lieu d'établissement du preneur	382	<i>Section 2. Régimes particuliers applicables aux assujettis non établis qui fournissent des services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou des services électroniques à des personnes non assujetties</i>	389
Sous-section 5. Prestations de services couvertes par les règles générales	382	Sous-section 1. Définitions	389
Sous-section 6. Prestations de services des intermédiaires	382	Sous-section 2. Application du régime UE. .	389
Sous-section 6bis. Prestations de services se rattachant à un bien immobilier	383	Sous-section 3. Champ d'application du régime UE.	389
Sous-section 7. Prestations de services culturels, artistiques, sportifs, scientifiques, éducatifs et de divertissement et manifestations similaires	384	Sous-section 4. Identification	389
Sous-section 8. Prestations de services accessoires au transport, expertises de biens meubles et travaux portant sur ces biens . .	384	Sous-section 5. Obligations de déclaration .	390
Sous-section 9. Prestations de services de restaurant et de restauration à bord de moyens de transport	385	Sous-section 6. Exclusion	390
Sous-section 10. Location de moyens de transport	385	Sous-section 7. Déclaration de TVA	391
Sous-section 11. Services fournis à des personnes non assujetties établies en dehors de la communauté	385	Sous-section 8. Devise.	391
Chapitre VI. Base d'imposition	385	Sous-section 9. Paiements.	392
Chapitre VII. Taux	386	Sous-section 10. Registres	392
Chapitre VIII. Exonérations	386	Chapitre XII. Dispositions finales	392
<i>Section 1. Exonérations en faveur de certaines activités d'intérêt général</i>	386	Annexe I.	393
<i>Section 2. Exonérations en faveur d'autres activités .</i>	386	Annexe II.	394
<i>Section 3. Exonérations à l'importation.</i>	386	Annexe III. Article 56 du présent règlement . .	396
<i>Section 4. Exonérations à l'exportation</i>	386	Annexe IV. Tableau de correspondance	396
<i>Section 5. Exonérations concernant certaines opérations assimilées aux exportations.</i>	387	Directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre du remboursement, mais dans un autre État membre	397
Chapitre IX. Déductions.	387	Treizième directive 86/560/CEE du Conseil du 17 novembre 1986 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires – Modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée aux assujettis non établis sur le territoire de la Communauté . .	402
Chapitre X. Obligations des assujettis et de certaines personnes non assujetties	388		
<i>Section 1. Redevables de la taxe envers le Trésor . .</i>	388		
<i>Section 2. Dispositions diverses.</i>	389		
Chapitre XI. Régimes particuliers	389		